

sition de gauche doit donc se préparer à de nouvelles luttes sans céder pour autant à la perspective scissionniste que voudrait lui voir suivre le B.N. Pour cela, elle doit continuer à développer toutes les initiatives politiques qui font qu'aujourd'hui elle peut apparaître aux yeux des étudiants progressistes comme la seule direction valable. La lutte contre l'agression américaine au Vietnam doit être poursuivie et amplifiée pour déboucher sur une organisation de masse anti-impérialiste. Seule la gauche est capable de mener cette lutte à bien, et ce faisant elle gagnera dans l'action de nombreux militants qui ne sont pas prêts à accepter d'emblée et sur parole la contestation révolutionnaire de la ligne du P.C.F. Parallèlement doit être poursuivi un travail d'éducation politique, indispensable dans les luttes en cours.

Cependant, il doit être clair qu'au cas où la direction du P.C.F. prendrait la responsabilité d'une liquidation de l'U.E.C., l'opposition de gauche ne pourrait que poursuivre son action en la reliant à celle que mènent aujourd'hui de nombreux noyaux d'avant-garde dans la jeunesse à l'extérieur ou au sein de la J.C.

Dans ces milieux, la situation évolue beaucoup plus vite que parmi les adultes. Ce que l'on connaît de l'U.E.C. existe sous d'autres formes dans la jeunesse qui ne voit plus dans la J.C. moribonde l'organisation capable de répondre à ses aspirations. La J.C. en France compte environ 18 000 adhérents et n'a plus aucune audience, si ce n'est dans quelques municipalités ouvrières. Récemment, la C.G.T. et la J.C., chacune séparément, ont organisé des rassemblements de jeunes avec un programme à peu près identique comportant généralement très peu de politique. Presque partout, en particulier à Saint-Etienne et dans la région parisienne, la C.G.T. a pu réunir plusieurs dizaines de milliers de jeunes alors que l'échec fut total pour la J.C. qui, malgré une propagande intensive de ses quatre fédérations de la Seine ne rassembla que 4 000 jeunes au Palais des Sports à Paris. Il y a là une preuve que la J.C. ne représente plus pour les jeunes ce que la C.G.T. ou le P.C.F. représentent encore pour l'ensemble des travailleurs. Des possibilités d'existence militante existent aujourd'hui pour des groupes de jeunes, dans la mesure où ils comprennent leur place et leurs limites et ne passent pas l'essentiel de leur temps à dénoncer les « bureaucraties traîtres ». Exclue des J.C. des Alpes-Maritimes, les Jeunes communistes révolutionnaires de Cannes animent dans tout le département plusieurs cercles de jeunes de la « Fédération Jeunesse ». Ils publient un hebdomadaire, *la Méthode*, qui a déjà plus de 250 abonnés. Ils organisent les loisirs des jeunes et réussissent à entreprendre des initiatives

La « nouvelle gauche » baigne dans le ravissement ! Elle l'a enfin trouvé cet interlocuteur Valable qui sait apprécier son programme à sa juste valeur et le critiquer à un niveau aussi élevé (très élevé !) que celui auquel il se place. Cela vaut bien qu'il se nomme Michel Debré !

Au *Nouvel Observateur*, en tout cas, on ne lui comptera pas les louanges : le débat radiodiffusé qui l'opposait à P. Mendès-France sera « la seule discussion profonde et digne que les joutes électorales auront provoquée », caractérisée par « le niveau des échanges, le sérieux de l'affrontement, l'élévation de pensée dans la façon d'aborder les vrais problèmes dont dépend l'avenir de la France ». Disons-le tout net : « A gauche, on se résigne très mal à ce que Mendès-France n'ait pas accepté d'être le leader de l'opposition ; à droite, on ne comprend pas que Michel Debré ne soit pas au pouvoir à la place de Georges Pompidou ». Fermez le ban !

Nous nous en voudrions de ne pas apporter notre contribution à un programme qui soulève d'aussi admirables controverses. Nous souhaiterions surtout ranimer quelques poissons que nos deux adorateurs ont vaillamment noyés.

## La sainte famille

PREMIER accord entre les parties : « Le goût de la France, c'est le goût de l'inflation qui est une sorte de toxique pour les investissements, de drogue pour la politique des revenus » (M. Debré), « A qui le dites-vous ? » (P. Mendès-France). Aucun d'eux ne dissimule son

de lutte politique : contre l'arme atomique, contre Tixier-Vignancour, contre la guerre du Vietnam. Depuis peu, ils ont organisé un cycle de conférences publiques annoncées par tracts et dans la presse, où des sujets politiques et culturels sont abordés par des personnalités connues du mouvement ouvrier.

L'ensemble de ces expériences montre que les trotskystes doivent être au premier rang de la lutte de ces jeunes qui cherchent une issue et ont du mal à comprendre la situation présente du mouvement ouvrier. A l'U.E.C., dans les J.C. ou dans les groupes J.C.R. du Midi, les jeunes mènent le même combat pour une organisation de la jeunesse révolutionnaire, c'est-à-dire en dernier ressort pour la reconstruction d'un parti révolutionnaire.

H. ANCELOT.

admiration pour Poincaré. L'on sait que Mitterrand a dans sa bibliothèque une photographie de Clemenceau. Le financier et le briseur de grèves : air connu. Passons ! Mais, comment concilier la stabilité et l'expansion ?

Mendès-France n'est plus d'accord : « je n'admets pas, pour ma part, ce procédé barbare qui consiste à châtier un pays en comprimant les salaires, les prix, brutalisant la production... sous prétexte de freiner l'inflation ». Pourtant, il est sûr que « c'est votre volonté, tout autant que la mienne, que l'ensemble des ressources nationales soit employé... que vous ne souhaitez pas plus que moi que ce pays connaisse le chômage ». Oui, mais voilà, ce Debré qui est au fond un brave homme, est aussi incorrigiblement maladroit et dis-

trait « Si vous aviez veillé à l'exécution fidèle et régulière du plan et si vous ne vous étiez pas laissés dériver par un certain nombre d'imprudences, vous auriez gardé la maîtrise du mouvement économique ».

La semonce est dure pour Debré. Ce n'est pourtant pas sa faute : « Je crois avoir montré que l'effort pour exécuter comme pour prévoir était un effort indispensable dans un Etat moderne », mais, « il y a eu des éléments extérieurs qui sont venus troubler le déroulement du plan tel qu'on pouvait l'imaginer ». Il fallait donc stabiliser. Certes, réplique Mendès, mais plus tôt, et par « des interventions sélectives, spécifiques, sur des produits où l'on constate des difficultés en se référant au plan ».

## Les lendemains qui déchantent

Le règlement de compte entre deux familles de technocrates (en accord sur les fins, en désaccord sur les moyens) ne serait pas grave si l'une d'entre elles ne cherchait à obtenir les votes de la classe ouvrière pour s'imposer, et si les directions traditionnelles de cette classe n'acceptaient de participer à ce jeu. Ce sont les illusions que ces manœuvres font naître qui sont dangereuses. Mendès-France nous promet que « la politique offerte au pays par (son) ami Mitterrand est une politique d'expansion, d'expansion voulue, d'expansion contrôlée, d'expansion dans le cadre d'une planification... soucieuse d'inscrire dans les progrès que nous ferons demain cette justice sociale... que vous (Debré) leur refusez ».

Ah ! la belle idée nouvelle (et faillie depuis plus d'un demi-siècle !) que vous nous offrez là, M. Mendès ! L'image d'un capitalisme assagi, débarrassé de ses crises grâce à la gestion intelligente de quelques esprits éclairés et au seul prix de quelques réformes !

En êtes-vous si sûr d'ailleurs, ou n'est-ce qu'hypocrisie ? Vous nous dites que « ceux qui répondront à l'appel de M. Mitterrand doivent savoir qu'il y a une chance pour qu'on ait surtout plus de travail, moins de chômage ». Une chance sur combien au juste ? Et ce « moins de chômage » veut-il dire que votre V<sup>e</sup> Plan révisé aurait fixé l'armée de réserve à 400 000 chômeurs au lieu de 600 000 parce que le « respect de l'action des producteurs » ne vous aurait pas permis d'aller au-delà ? Les ergotages sur les décimales de taux de croissance sont bien dans votre genre.

Peut-être avez-vous tiré les leçons de l'expérience de votre ami Wilson qui s'est vu obligé de recourir, pour briser le déséquilibre extérieur, à ces mêmes méthodes qu'il avait dénoncées lorsqu'elles étaient utilisées par les conservateurs. C'est que, M. Mendès-France, les lois économiques du capitalisme sont plus fortes que votre bonne volonté. Cette planification que vous encensez vient se surajouter à elles, elle ne les modifie pas. Si vous maintenez l'appropriation privée des moyens de production, comment empêcherez-vous que le ressort décisif de l'activité économique reste la recherche du profit maximum ? Comment modifierez-vous les décisions individuelles et antagoniques, dictées par cette recherche, qui déterminent le taux d'accumulation et les modalités de la croissance ? Vous ne le pourriez pas et seriez, vous aussi, amené à prendre le payé de la récession pour écraser les mouches inflationnistes.

Vous expliquez, M. Mendès, le ralentissement de la croissance en U.R.S.S. et aux Etats-Unis par le même argument : leur commune accession à un niveau élevé de développement industriel. Comme si l'expansion des forces productives était indépendante de la propriété des moyens de production. Cela vous situe bien ! Ce qui vous importe n'est pas d'abolir la propriété privée, mais d'améliorer sa gestion ; la tâche historique de la classe ouvrière ne serait pas de prendre le pouvoir mais de vous y pousser. Allez planifier votre propre avenir, M. Mendès, les poubelles de l'histoire regorgent de programmes dans le genre du vôtre !

Jean DEVAUX.

# RESSE ELECTORALE

par Michel Lequenne

eût dû faire son deuil des voix de Tixier-Vignancour et de Lecanuet, il eût pu récupérer une partie de ces 45 % de voix ouvrières qui sont allées à de Gaulle, et cela aurait été une base de départ pour l'action autrement solide.

## CE QUE NOS SOURDS NE VEULENT PAS ENTENDRE

L'analyse des résultats électoraux qui montre qu'au second tour Mitterrand n'a pas avancé notablement dans les secteurs ouvriers et qu'il a essentiellement gagné ses nouvelles voix dans ce qui est pudiquement appelé le « centre droit », est interprétée par la gauche social-technocratique comme la preuve qu'il n'y a plus de « dynamique de front populaire » possible, et donc que la classe ouvrière doit désormais rester la force d'appoint du précieux centre dont tout dépend. Il n'y aurait d'avenir que dans le marais modéré.

Les sondages sur les « motivations » de vote révèlent autre chose : qu'il était correct de conclure comme nous l'avons fait que les problèmes intérieurs l'emportaient en importance sur tous les autres. Les électeurs de Mitterrand ont été essentiellement motivés par la réaction sociale que représente de Gaulle, et par l'espoir de trouver avec Mitterrand la solution des problèmes de salaires et de prix. Mais les proportions étaient inversées quand il s'agissait de problèmes de politique internationale, et s'il est prouvé que cette question a joué un rôle secondaire pour la plupart, elle a été d'autant plus déterminante pour certains que, deux jours avant le 19 décembre, le Conseil atlantique entendait le représentant américain réclamer l'intervention des « alliés » dans la guerre du Vietnam.

Cette contradiction entre les politiques intérieure et étrangère des deux candidats a dominé la discussion qui s'est écoulée à longueur de colonnes entre les deux tours, tour de Babel où l'on n'entendait de justes que des critiques.

Il est remarquable de vérifier que ce débat a eu lieu uniquement entre idéologues et politiciens bourgeois, tous partisans du moindre mal ; qu'aucun représentant authentique de la classe ouvrière ne s'est fait entendre, effet de la censure des partis comme de l'autocensure syndicale.

Les travailleurs n'avaient pas la parole. Sauf par accident, dans les meetings des membres du gouvernement, chahutés par une jeunesse désarmée d'arguments, mais qui a trouvé ce moyen de montrer qu'elle ne croyait pas au baratin.

## ET MAINTENANT ?

Maintenant le festival électoral est terminé. La classe ouvrière a senti qu'elle était une force. Mais rien ne lui est proposé, sinon d'attendre les élections de 1967.

Dans un silence pesant, les états-majors échafaudent des combinaisons qui, toutes, tendent à river cette force prolétarienne aux intérêts de la bourgeoisie « modérée ». On entend claironner la fin des « extrémismes » et une politique de séduction et d'intimidation mêlées cherche à consolider l'alliance du P.C.F. consentant avec la gauche bourgeoise.

Dans ce cadre, la « démocratie nouvelle » a pris tout son sens de retour au parlementarisme bourgeois aggravé de présidentialisme, et les ronronnements du comité central du P.C.F. sur le programme commun sont phrases creuses dès lors que les options de Mitterrand ont été acceptées comme progressistes ; d'autant plus que ce dernier ne se laissera pas enfermer dans l'anticommunisme borné d'un

Guy Mollet mais saura louvoyer, comme il s'en est déjà montré capable, et ménager la chèvre atlantique et le chou de la coexistence pacifique.

Il serait léger de sous-estimer la modification de la situation politique intérieure apportée par le nouveau système d'élection (que les gaullistes songent à généraliser). La crise de la S.F.I.O. montre que ce parti y a perdu de son importance qu'a gagnée la Fédération dont Mitterrand est plus qu'un président provisoire. L'ascension de ce dernier manifeste un renforcement des courants bourgeois dans le conglomérat de « la gauche », et de tous les droitiers dans les organisations ouvrières.

La période immédiate qui s'ouvre va voir partout plastronner les réformistes. Les coups que se permet le P.C.F. sur son aile gauche étudiante en est un signe. Cependant, les réformistes ne peuvent rien régler, et, par leur nature, ils n'oseront rien entreprendre. Ils vont continuer à attendre la mort de de Gaulle en faisant des plans.

Les travailleurs ont donc la possibilité de prouver qu'ils n'ont pas été dupés en déposant leur bulletin de vote médiocre, qu'ils savent tirer les leçons des résultats électoraux comme on lit un instrument de mesure, et qu'ils sont capables de retourner contre les démagogues le mot d'ordre d'unité en en faisant l'exigence d'une unité d'action sur un programme de classe.

Deux domaines brûlants exigent une intervention susceptible de jeter la perturbation dans le jeu de quilles des politiciens de « gauche » :

- La lutte pour les salaires, et pour la réduction de la semaine de travail sans diminution de salaire, assortie de son complément de contrôle ouvrier.
- La solidarité active avec la lutte du peuple vietnamien pour faire front à l'offensive impérialiste.

Ce n'est pas des directions qu'il faut attendre l'organisation de l'action sur ces thèmes.